CONSEIL DE LA CONCURRENCE

Décision n° 98-D-10 du 27 janvier 1998

relative à une demande d'avis présentée par le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Le Conseil de la concurrence (commission permanente),

Vu la lettre enregistrée le 28 novembre 1997, sous le numéro A 231, par laquelle le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a, sur le fondement des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986, saisi le Conseil de la concurrence d'une demande d'avis concernant un projet de prise de contrôle de la société Casino-Guichard-Perrachon, par la société Promodès, cette saisine intervenant après la mise en oeuvre, par la Commission des communautés européennes, de la procédure prévue à l'article 9 du règlement communautaire n° 4064/83 sur le contrôle des opérations de concentration ;

Vu l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée, relative à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 86-1309 du 29 décembre 1986 modifié, pris pour son application ;

Vu la lettre du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 9 janvier 1998 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Le rapporteur, le rapporteur général et le commissaire du Gouvernement entendus ;

Considérant que par lettre en date du 9 janvier 1998 le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a déclaré retirer sa saisine, la société Promodès l'ayant informé de sa décision de ne pas acquérir les parts de la société Casino-Guichard-Perrachon qui lui seraient proposées dans le cadre des offres publiques d'achat et d'échange lancées les 9 et 26 septembre 1997 ; qu'il y a lieu pour le Conseil d'en prendre acte et, par suite, de classer la demande d'avis,

Décide :

Article unique : La demande d'avis enregistrée sous le numéro A 231 est classée.

Délibéré sur le rapport oral de Mme Elisabeth Maillot-Bouvier, par M. Barbeau, président, MM. Cortesse et Jenny, vice-présidents.

Le rapporteur général,
Marie Picard

Le Président,
Charles Barbeau